

## INFRASTRUCTURES (LES ROUTES)

Le réseau routier du Burundi fait une longueur de plus ou moins 13 600 km dont seulement 1 230 km de routes modernes bitumées et plus de 5 800 km de routes latéritiques et environ 6 600 km de pistes non latérisées. L'équipement du pays est donc relativement pauvre. Pendant une période de près de 13 ans de guerre (1993-2006), la réhabilitation, l'entretien et l'extension du réseau n'a pas bénéficié de financement ni du budget général du Gouvernement ni des bailleurs de fonds.

Depuis 2006 avec la mise en œuvre du 9<sup>ème</sup> FED, les financements de la Commission Européenne ont permis de réaliser de manière intégrée et cohérente les travaux de réhabilitation de la RN 12 et de la Voirie Urbaine de Bujumbura(VUB), pour des montants respectifs de 43,13 millions d'euros pour le RN 12, 19,64 millions pour la VUB et 2,32 millions pour le contrôle et surveillance des travaux.

Consécutivement à la problématique de l'insuffisance du financement de ce projet due à la vétusté et à la mauvaise qualité des études ; la Délégation et l'Ordonnateur National ont négocié et obtenu auprès de la Commission Européenne un accord de prélever sur le COM STABEX un montant de 5 millions d'euros (pour la RN12 pour arriver au montant de 43,13 millions d'euros) et un montant de 12 Millions d'euros (7 millions pour la RN12 et 5 Millions pour la VUB) sur fonds du 10<sup>ème</sup> FED (réhabilitation et développement rural). Cependant, l'accord attendu de Bruxelles pour signer l'avenant de ces deux derniers montants tarde à sortir et l'Ordonnateur sera obligé de prolonger les délais d'exécution des travaux de la voirie urbaine dont la fin était fixée à fin octobre 2009. Cette tactique ne saurait perdurer parce que l'entreprise risque de facturer l'immobilisation et la mission de contrôle risque de démobiliser les équipes sur place. Il faut noter que pour la VUB sur 43 km prévu et dont les études sont réalisées, 31 km ont été retenus pour financement faute de ressources suffisantes.

Pour le 10<sup>ème</sup> FED, la construction de la RN19 (68 km) a été retenue comme une des composantes du secteur de concentration du développement rural. La FIP et la FA sont dans les circuits d'analyse et la signature de la CF devrait intervenir courant 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Les montants prévisionnels de mise en œuvre se chiffrent à 36 millions d'euros pour les travaux, et la surveillance et le contrôle des. Cette route présente un intérêt stratégique parce qu'elle permet de promouvoir une croissance soutenue, condition nécessaire à la réduction de la pauvreté, par le développement d'une infrastructure de transport permettant de stimuler les échanges commerciaux intérieurs et sous régionaux. Au niveau national, elle relie la RN13 (Est du Burundi) à la RN 12 (Centre et Nord Est du Burundi) en construction sur le 9<sup>ème</sup> FED. Au niveau régional, la RN 19 relie le Burundi à la Tanzanie dont le port de Dar Es Salam sert de transit pour plus de ....% des marchandises importées pour le Burundi. Le budget 10<sup>ème</sup> FED de 52 millions prévu pour le développement rural et les infrastructures ayant été déjà affecté à hauteur de 92.3%, une enveloppe additionnelle est requise pour poursuivre le financement de l'infrastructures rurales telles que la latérisation de la piste KIBUMBU-BISORO qui était prévue sur le PREBU puis sur le PPCDR(mais dont les financements n'ont jamais été disponibles) et l'appui au Fonds Routiers National pour l'entretien des routes.

Ainsi, à la lumière de l'analyse ci-dessus et de la prise en compte des conditions particulières, il est proposé d'accorder des ressources additionnelles de 1,2 millions d'euros pour le la pistes rurales non exécutées sur le PPCDR et 5 Millions d'euros pour appuyer le Fonds Routier National dans l'entretien des routes classées. Pour l'entretien routier, le

Gouvernement a déjà amorcé la mise sur pieds d'une politique d'entretien des routes pour rattraper le temps perdu pendant la guerre, un plan d'action existe déjà et les études conduites par le Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement sont en cours. Les modalités de gestion et les principes de passation de marchés seront convenus avant le décaissement.